



**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service Habitat et Urbanisme

Affaire suivie par Catherine ROYER

Chargée d'études documents d'urbanisme

Tél. : 03 29 69 12 86

ddt-suh-bumc@vosges.gouv.fr

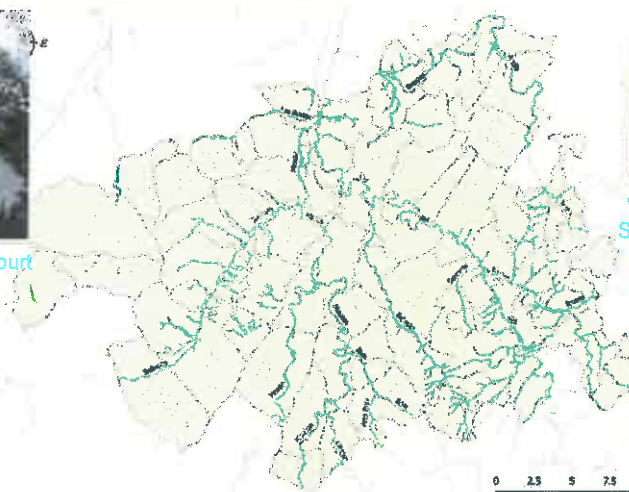
PORTER A CONNAISSANCE

Les cours d'eau de la CCOV

La Communauté de Communes est traversée par plusieurs cours d'eau : l'Aroffe, la Frézelle, la Meuse, la Saône, le Vair, la Vaine, ainsi que de nombreux affluents. L'ensemble de ces cours d'eau est visible sur la carte ci-dessous. Le linéaire total des cours d'eau s'élève à environ 400km.



Pont sur la Meuse à Frébécourt



Vue sur la rivière le Vair à Soulesse-sous-Saint-Elophe



Vue sur la rivière le Vair à Haréchamp

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal PLUi
de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien (CCOV)

**ÉLÉMENTS PORTES
A LA CONNAISSANCE DU PRÉSIDENT
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES**
articles L.132-1 à 4 et R.132-1 du Code de l'urbanisme

DECRET N° 2001-260 DU 27 MARS 2001

DOCUMENT DE SYNTHÈSE
Porter à connaissance complémentaire n°2
Connaissance inondation – Sites d'information sur les sols et
numérisation des documents (GPU)
Date d'édition : 10 mai 2019

géoportail

Le Directeur Département des Territoires

La Directrice Départementale Adjointe des Territoires


Patricia BOURGEOIS



A/ Risques naturels inondation :

Le porter-à-connaissance expose les dispositions applicables sur le territoire. Elles sont présentées par grandes thématiques. Les points réglementaires sont complétés par un état des lieux des documents ou études disponibles auprès de la Direction Départementale des Territoires ou d'autres structures.

A. Risques

La politique de l'Etat en matière de prévention des risques majeurs a pour objectif d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans les territoires exposés à ces risques. Il s'agit d'une politique globale organisée autour de grands axes complémentaires qui sont : la connaissance, la surveillance, la prévention, la protection, la prévision, l'information et l'éducation, la réduction de la vulnérabilité, la préparation et la gestion de crise ainsi que l'exploitation des retours d'expérience.

L'aménagement du territoire est déterminant pour réduire la vulnérabilité des habitants et de leur territoire et contribuer à faciliter le retour à la normale lorsqu'un événement exceptionnel survient.

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (D.D.R.M.)

En application de l'article R125-11 du code de l'environnement, le préfet consigne dans un document synthétique, le Dossier Départemental des Risques Majeurs (D.D.R.M.), les informations essentielles sur les risques naturels, technologiques majeurs du département. Il comprend notamment la liste de l'ensemble des communes concernées par risque, la connaissance des risques naturels, technologiques et miniers dans le département ainsi que des risques majeurs particuliers.

Le DDRM des Vosges est disponible en téléchargement sur le site internet des services de l'État :

<http://www.vosges.gouv.fr/Politiques-publiques/Informations-des-acquereurs-et-locataires-IAL>

en version complète dématérialisée :

[http://www.vosges.gouv.fr/content/download/13324/105685/file/DDRM Vosges 7 Decembre 2016.pdf](http://www.vosges.gouv.fr/content/download/13324/105685/file/DDRM%20Vosges%207%20Decembre%202016.pdf)

en version par fiches :

<http://www.vosges.gouv.fr/Politiques-publiques/Informations-des-acquereurs-et-locataires-IAL/Dossier-Departemental-des-Risques-Majeurs-D.D.R.M.>

. Arrêtés de catastrophes naturelles

En France chaque année l'ensemble des dommages occasionnés par des mouvements de terrain d'importance et de type très divers (glissement de terrain, éboulements, inondations et coulées de boue..), ont des conséquences humaines et socio-économiques considérables.

En application des L125-1 et 2 du code des assurances, depuis 1982, les événements exceptionnels peuvent selon leur caractérisation donner lieu à des arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophes naturelles.

Pour chaque commune, l'inventaire des arrêtés portant constatation de l'état de catastrophes naturelles (CATNAT) est disponible à l'adresse suivante: <http://www.georisques.gouv.fr/>

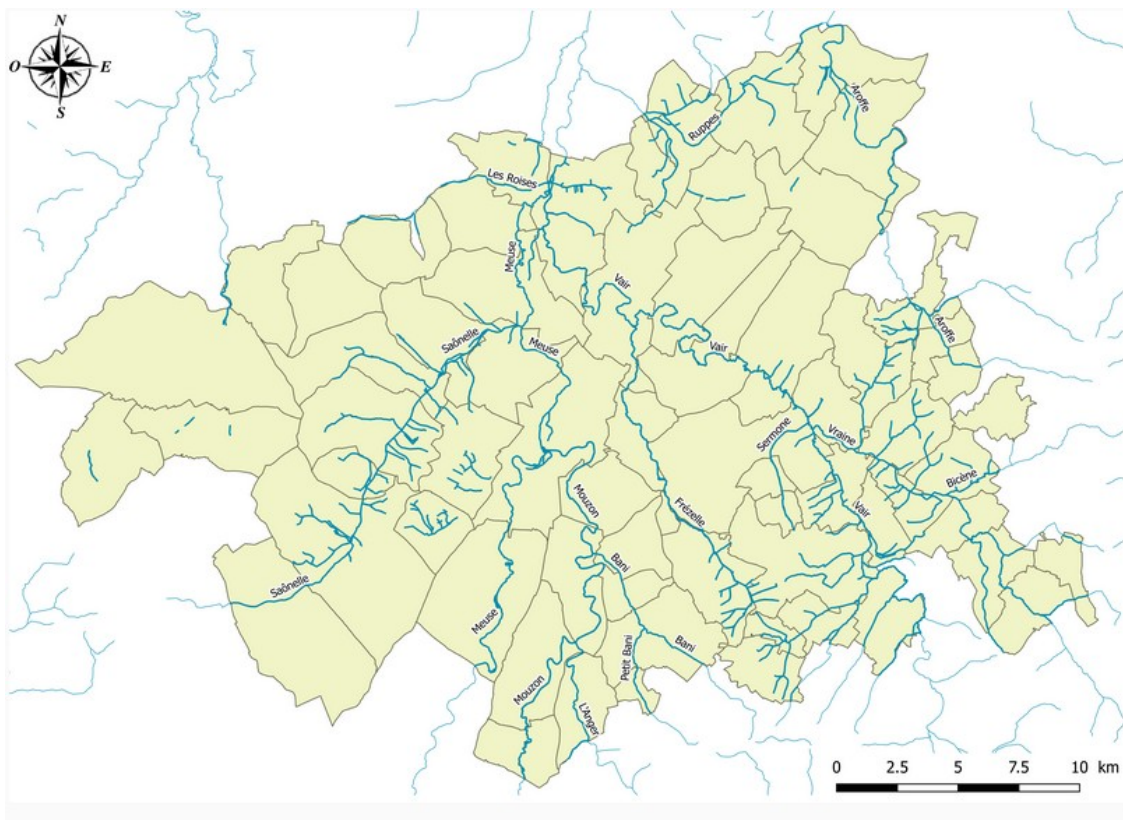
POUR VOTRE TERRITOIRE :

Périmètre de la communauté de communes de L'ouest Vosgien :

La communauté de communes de l'ouest Vosgien couvre un territoire de 70 communes dont vous trouverez la liste ci-dessous :

Aouze	Dolaincourt	Longchamp-sous-Châtenois	Rollainville
Aroffe	Dommartin-sur-Vraine	Maconcourt	Rouvres-la-Chétive
Attignéville	Domremy-la-Pucelle	Martigny-les-Gerbonvaux	Ruppes
Autigny-la-tour	Frebécourt	Maxey-sur-Meuse	Saint-Paul
Autreville	Fréville	Ménil-en-Xaintois	Saint-Menge
Avranville	Gironcourt-sur-Vraine	Midrevaux	Sartes
Balléville	Grand	Moncel-sur-Vair	Seraumont
Barville	Greux	Mont-lès-Neufchâteau	Sionne
Bazoilles-sur-Meuse	Harmonville	Morelmaison	Soncourt
Bréchainville	Harchéchamp	Neufchâteau	Soulosse-sous-Saint-Elophe
Certilieux	Houéville	Ollainville	Trampot
Châtenois	Jainvillotte	Pargny-sous-Mureau	Tranqueville-Graux
Chermisey	Jubainville	Pleuvezain	Tilleux
Circourt-sur-Mouzon	Landaville	Pompierre	Villoulx
Clérey-la-Côte	La Neuveville-sous-	Punerot	Viocourt
Courcelles-sous-Châtenois	Châtenois	Rainville	Vouxey
Coussey	Lemmecourt	Removille	
Darney-aux-Chênes	Liffol-le-Grand	Rebeuville	
	Liffol-le-Petit		

Le réseau hydrographique de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien représente un linéaire de 400kms.



Arrêté portant reconnaissance de catastrophes naturelles :

Exemples d'Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles téléchargeable sur <http://www.georisques.gouv.fr/>

Aouze :

Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 3

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
88PREF19990025	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations et coulées de boue : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
88PREF19830006	08/12/1982	31/12/1982	04/02/1983	06/02/1983
88PREF19830146	09/04/1983	10/04/1983	16/05/1983	18/05/1983

Aroffe :

Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 3

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
88PREF19990028	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations et coulées de boue : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
88PREF19830007	08/12/1982	31/12/1982	04/02/1983	06/02/1983
88PREF19830147	09/04/1983	10/04/1983	16/05/1983	18/05/1983

Attignéville :

Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 2

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
88PREF19990030	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations et coulées de boue : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
88PREF20020002	29/12/2001	30/12/2001	12/03/2002	28/03/2002

Une nouvelle politique nationale de gestion du risque inondation a été initiée par la directive inondation transposée en droit français dans le cadre de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (LENE).

La stratégie nationale de gestion des risques inondation approuvée le 7 octobre 2014 offre un cadre rénové à la gestion du risque inondation avec trois principaux objectifs :

- augmenter la sécurité des populations,
- réduire le coût des dommages,
- et raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés.

Un plan de gestion des risques d'inondation (PGRI), révisable tous les six ans, a été arrêté sur chaque bassin hydrographique.

Le département des Vosges est concerné par trois bassins hydrographiques : le Rhin, la Meuse et Rhône-Méditerranée.

Les documents des PGRI sont disponibles en téléchargement aux adresses suivantes :

- PGRI Meuse et PGRI Rhin

<http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/les-plans-de-gestion-des-risques-d-inondation-pgri-a15790.html>

- PGRI Rhône Méditerranée

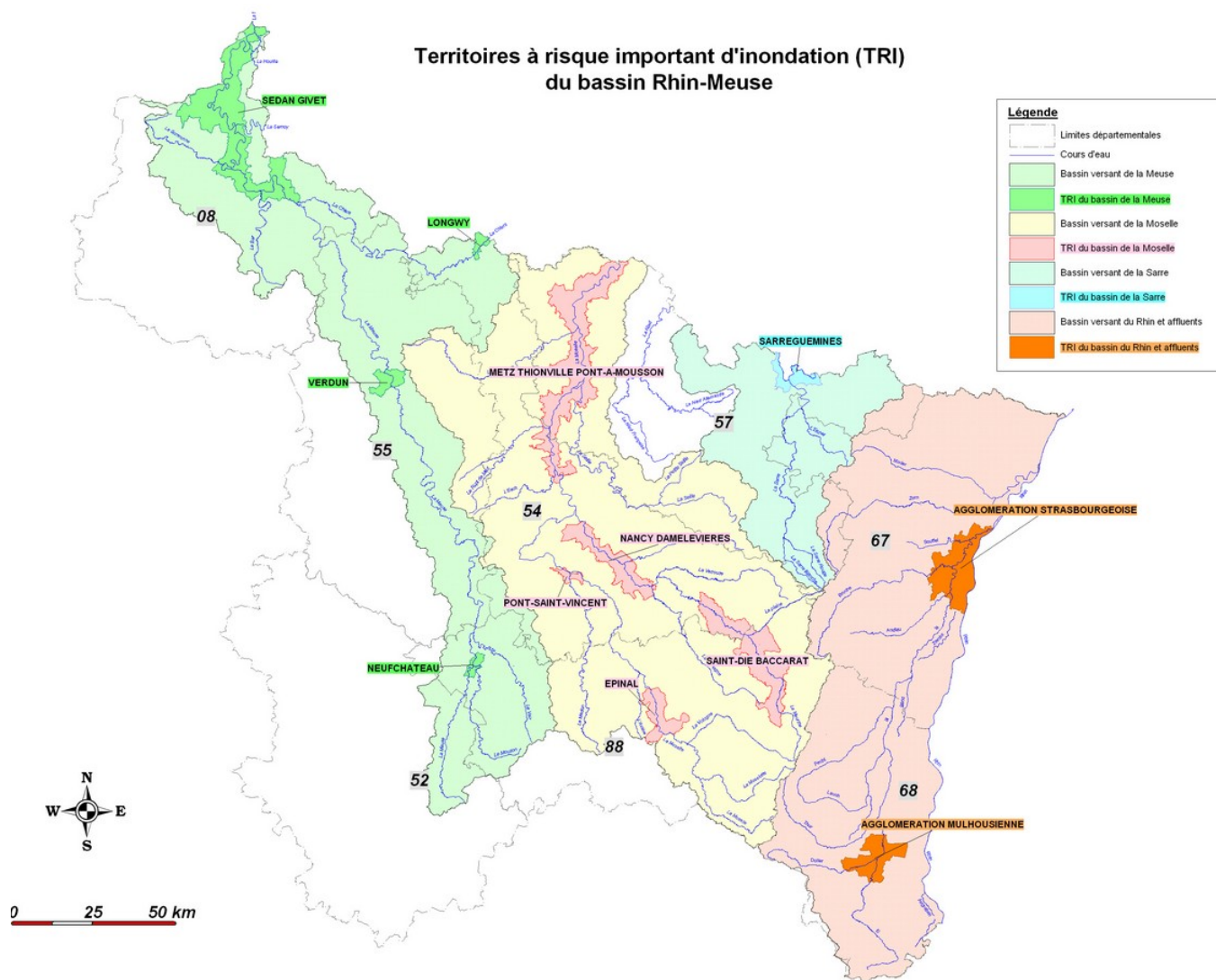
<http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/inondations/pgri.php>

Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec le PGRI. L'élaboration d'une grille d'analyse est en cours au niveau régional.

Pour le département des Vosges, suite à l'évaluation préliminaire des risques, trois TRI ont été identifiés :

- le TRI « NEUFCHATEAU » pour le risque d'inondation par débordement de la Meuse
- le TRI « SAINT DIE - BACCARAT » pour le risque d'inondation par débordement de la Meurthe
- le TRI « EPINAL » pour le risque d'inondation par débordement de la Moselle

Pour chaque TRI, une stratégie locale est en cours d'élaboration.



Les plans de prévention des risques (PPR) « inondation » :

Un des éléments de la stratégie locale de gestion des risques d'inondation est la mise en œuvre d'un PPR « inondation ».

C'est l'article L.562-1 du code de l'environnement et la circulaire du 24 janvier 1994 qui définissent les objectifs des PPR « inondation » relatifs à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables, complétée par les circulaires du 2 février 1994, 24 avril 1996, 30 avril 2002 et 21 janvier 2004. Ces objectifs sont les suivants :

- « **interdire** les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement, et les limiter dans les autres zones inondables »,
- « **préserver** les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques dans les zones situées en amont et en aval »,
- « **sauvegarder** l'équilibre des milieux dépendants des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère encore naturel des vallées concernées ».

Ces objectifs conduisent à appliquer trois grands principes :

- interdire toute construction nouvelle dans les zones soumises aux aléas les plus forts ;
- contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues ;
- éviter tout endiguement et tout remblaiement dans les zones inondables.

Les documents (zonage, règlement et note de présentation) relatifs aux PPRI sont téléchargeables sur le site Géorisques :

<http://www.georisques.gouv.fr/cartes-interactives#/>

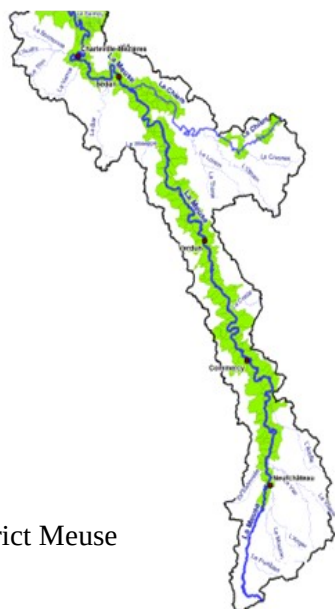
Les PPRI sont des servitudes d'urbanisme qui doivent être annexées au PLU (articles L151-43, L153-60 et R151-53 du code de l'urbanisme)

En l'absence de plans de prévention des risques (PPR) « inondation », il est primordial de mobiliser toutes les connaissances locales comme les atlas de zones submersibles, le document départemental des risques majeurs (DDRM), les arrêtés de catastrophes naturelles, les repères de crues.

Une connaissance encore plus locale recueillie au niveau de la commune issue d'événements exceptionnels ou très localisés est aussi à prendre en compte.

Le département étant situé en tête de bassin, nombre de ruisseaux peuvent être à l'origine de débordement localisé connus seulement localement.

Par ailleurs, la disposition 31 des PGRI Rhin et PGRI Meuse préconise que l'état initial de l'environnement intègre une approche de la vulnérabilité du territoire soumis au risque d'inondation.

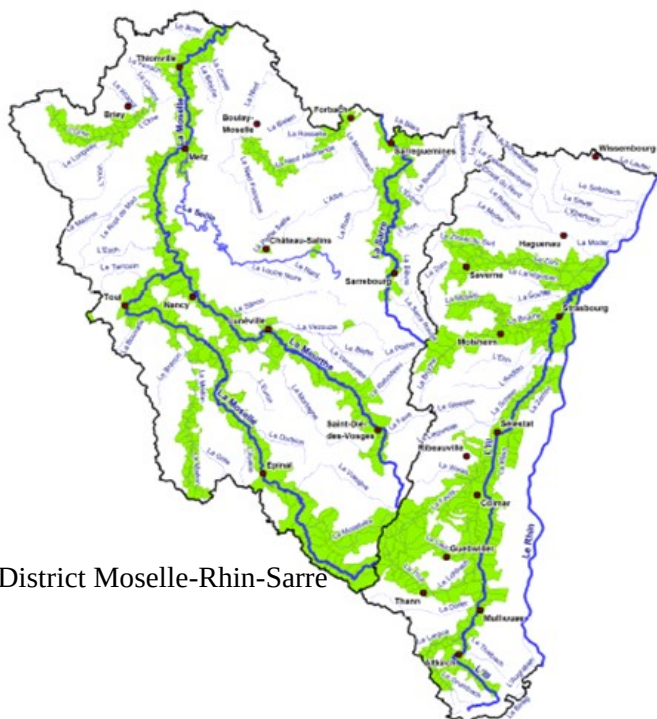


District Meuse

EAL Lorraine
Id de carte : ©IGN BD CARTO® (2012), ©IGN BD CARTHAGE® (2012)
Sources : DREAL Lorraine / DDTs
Créé le 10/02/2014

50 km

Communes couvertes par un zonage PPRI ou équivalent à fin 2013



District Moselle-Rhin-Sarre

DREAL Lorraine
Fond de carte : ©IGN BD CARTO® (2012), ©IGN BD CARTHAGE® (2012)
Sources : DREAL Lorraine / DDTs
Créé le 10/02/2014

50 km

Communes couvertes par un zonage PPRI ou équivalent à fin 2013

POUR VOTRE TERRITOIRE :

Le PLU doit être compatible avec le PGRI.

Pour les PGRI Rhin et PGRI Meuse, les objectifs 3 et 4 du PGRI sont notamment à prendre en compte. Les dispositions 17 à 28, 31, 32 à 38 sont déterminantes dans cette prise en compte.

Une partie de ces éléments est intégrée au guide de compatibilité des PLU avec les SDAGE mentionné ci-après au chapitre B.1.a.

Le Territoire à Risques inondation a été identifié pour la commune de « NEUFCHATEAU » pour le risque d'inondation par débordement de la Meuse.

Votre communauté de communes est concernée par un **Plan de Prévention des Risques inondations (PPRi)** de la Meuse et de ses affluents approuvés le 5 juillet 2005 par arrêté préfectoral n°152/05/DDE.

– Bazoilles sur Meuse, Domremy la Pucelle, Frebecourt, Greux, Maxey sur Meuse, Neufchâteau :

PPRi de la Meuse approuvé par arrêté préfectoral 152/05/DDE du 05 juillet 2005 ;

– Coussey : PPRi de la Meuse, dont la révision sur la commune de Coussey a été approuvée par arrêté préfectoral 271/2010/DDT du 23 juillet 2010 ;

Le PPRi sera annexé au document d'urbanisme en tant que servitude d'utilité publique.

Ce dossier comprend les éléments relatifs aux zones inondables avec un rapport de présentation, un règlement et des cartographies, mais également des cartes d'enjeux et des cartes d'aléa.

Les communes concernées par le PPRi de la Meuse et affluents ont été destinataires de l'ensemble des éléments de manière dématérialisée sur un DVD avec l'ensemble des couches SIG que le bureau d'études pourra télécharger.

Elles sont également téléchargeables en format couches SIG sur geoide :

<http://catalogue.geo-ide.developpement-durable.gouv.fr/catalogue/srv/fre/catalog.search#/metadata/fr-120066022-1dd-980399b6-4a5d-4995-9aa3-4f687f24b5d8>

Les éléments du PPRi seront annexés au document d'urbanisme approuvé en tant que servitude d'utilité publique.

Ces connaissances de zones inondables pourront être étoffées par des connaissances des zones inondables détenues par la collectivité (notamment inondation par ruissellement (si possible sur la base de photographie...)).

Pour les cours d'eau non concernés par un PPRi, par principe, toute zone naturellement soumise à un risque d'inondation doit être préservée de toute occupation du sol entravant l'expansion des crues. Quant aux zones déjà construites, l'étude du PLU devra permettre de fixer les dispositions adaptées au contexte local.

Toute zone naturellement soumise à un risque d'inondation doit être préservée de toute occupation du sol entravant l'expansion des crues. Quant aux zones déjà construites, l'étude du PLU devra permettre de fixer les dispositions adaptées au contexte local pour réduire la vulnérabilité.

L'étude de l'aléa inondation sur le bassin versant du Vair et de ses affluents a été porter-à-connaissance à la connaissance des communes concernées et de la communauté de communes de l'ouest Vosgien.

Les éléments de l'étude comprennent la cartographie des aléas du Vair pour une crue de période de retour 100 ans au format SIG.

Cette étude de janvier 2019 servira de base à la réalisation du PPRi du Vair (en cours d'avis) auprès des communes concernées :

Attignéville, Autigny-La-Tour, Balléville, Barville, Châtenois, Harchéchamp, Houeville, La Neuveville-sous-Châtenois, Moncel-sur-Vair, Removille, Soulosse-sous-St-Elophe, Viocourt, Vouxey.

Le PPRi du Vair sur ces communes est prescrit par arrêté préfectoral n°540/2018 du 31/10/2018.

Un zonage des zones inondables (rouges d'interdiction et bleue d'autorisation sous réserve) sera disponible au second semestre 2019 et fera l'objet d'un nouveau porter-à-connaissance.

L'étude d'aléa n'est pas encore publiée sur une plate-forme internet. Elle vous est envoyée par DVD joint (avec copie au bureau d'études).

Par ailleurs, une convention a été signée le 3 décembre 2018 par la Direction Départementale des Territoires et l'Établissement Public Territorial du bassin de la Meuse (EPAMA) pour la réalisation d'une étude hydraulique sur la rivière le Mouzon dans le but de caractériser l'aléa inondation pour la réalisation d'un PPRi. Cette étude couvrira à terme le périmètre des communes énuméré dans le tableau ci-contre.

Nom de la commune	Code Insee
Tollaincourt	88475
Rozières sur Mouzon	88404
Blevaincourt	88062
Robécourt	88390
Vrécourt	88524
Sartes	88443
Pompierre	88352
Circourt sur Mouzon	88104
Rebeuville	88376
Neufchâteau	88321

Sur le périmètre de la communauté de communes de l'ouest Vosgien un projet d'aménagement hydrauliques et environnemental du bassin de la Meuse amont est en cours. Il s'agit d'un projet mixte avec double objectif :
- réduire la vulnérabilité aux inondations et améliorer le fonctionnement et l'état écologique des cours d'eau.
Avec des projets de protections contre les crues localisées. Ce projet est porté par l'EPAMA en lien avec les différentes collectivités.

Pour mémoire les études mentionnées dans le PAC initial sont toujours à votre disposition :

En effet, les cours d'eau traversant votre territoire ont fait l'objet d'études spécifiques à prendre en compte, parmi lesquelles :

- Etudes hydrauliques Meuse amont (2006- Hydratec – EPAMA) pour les communes d'Autigny-la-Tour, Bazoilles-sur-Meuse, Certilleux, Circourt-sur-Mouzon, Coussey, Domremy-la-Pucelle, Frebecourt, Greux, Jainvillotte, Liffol-le-Grand, Maxey-sur-Meuse, Midrevaux, Moncel-sur-Vair, Neufchâteau, Pargny-sous-Mureau, Pompierre, Rebeuville, Sartès, Sionne, Soulosse-sous-Saint-Elophe, Tilleux et Villouxel.

Une étude HEBMA complémentaire est en cours sur le même secteur géographique.

- Etudes SOGREAH Meuse pour les communes de Bazoilles-sur-Meuse, Coussey, Domremy-la-Pucelle, Frebecourt, Greux, Maxey-sur-Meuse et Neufchâteau.

- Atlas des zones inondées par les crues du Vair en 1995, 1996 et 1999 (2001- Silene – DDE 88) pour les communes d'Autigny-la-Tour, Moncel-sur-Vair et Soulosse-sous-Saint-Elophe.

- Atlas des zones inondées par les crues de la Meuse en 1995, 1996 et 1999 (2001- Silene – DDE 88) pour les communes de Bazoilles-sur-Meuse, Coussey, Domremy-la-Pucelle, Frebecourt, Greux, Maxey-sur-Meuse et Neufchâteau.

- Atlas des zones inondées par la crue du Mouzon en 1999 (2001 – Silene – DDE 88) pour les communes de Circourt-sur-Mouzon, Pompierre, Sartès et Tilleux.

Le risque inondation par ruissellement :

(voir aussi **partie B. MILIEUX PHYSIQUE ET NATUREL, PAYSAGE ET PATRIMOINE – 1. Gestion des ressources : l'eau – d. L'assainissement**)

Dans le département des Vosges, des ruissellements pluviaux de coteaux entraînant le départ de terre par érosion et la formation de coulée de boue peuvent être observés.

L'imperméabilisation du sol par les aménagements et la limitation des capacités d'infiltration peuvent être à l'origine de ruissellement urbain.

La prise en compte de ces risques doit mettre en œuvre des mesures pour limiter l'imperméabilisation des sols, assurer la maîtrise du débit, l'écoulement des eaux, les installations de stockage éventuelles de traitement, s'il y a risque de pollution du milieu aquatique.

Cf. Disposition 34 des PGRI Rhin et PGRI Meuse - Disposition D.2-4 du PGRI Rhône Méditerranée

Prescription pour le PLU :

Le règlement du PLU et/ou les OAP devront prévoir les dispositions visant à assurer au maximum l'infiltration des eaux pluviales ou des eaux résiduaires nécessitant pas ou peu d'épuration, ainsi que d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle plutôt que de les rejeter dans le réseau collectif.

Les zones concernées doivent être délimitées.

Prescription pour le PLU :

Le règlement du PLU et/ou les OAP devront prévoir les dispositions visant à assurer au maximum l'infiltration des eaux pluviales ou des eaux résiduaires nécessitant pas ou peu d'épuration, ainsi que d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle plutôt que de les rejeter dans le réseau collectif.

B. La numérisation du PLU approuvé

Le gouvernement modernise la gestion des documents d'urbanisme et en facilite l'accès en créant un « guichet unique » ou Géoportail de l'Urbanisme sur internet.

L'ordonnance n°2013-1184 du 19 décembre 2013 impose aux autorités compétentes de transmettre à l'autorité gestionnaire du portail les informations nécessaires dans une version dématérialisée et selon des standards de numérisation des documents.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les documents d'urbanisme approuvés, numérisés au standard CNIG, sont mis en ligne, de préférence sur le Géoportail de l'urbanisme.

À compter du 1^{er} janvier 2020, la publication du document d'urbanisme sur le Géoportail de l'urbanisme sera obligatoire. Les documents seront ainsi rendus publics, disponibles et accessibles à tous.

Vous trouverez en annexe une plaquette informative rappelant les échéances et les obligations qui s'y rapportent.

Il convient de prévoir, comme l'indique le cahier des charges type rédigé par les services de l'État dans le département des Vosges, dans le cadre de l'élaboration ou de la révision de votre PLU(i), la numérisation du futur document d'urbanisme. Afin d'anticiper l'échéance de 2020, il est fortement recommandé de publier le document d'urbanisme sur le géoportail dès son approbation.

a/Intérêt de cette démarche :

Au-delà des facilités apportées par cette mise en ligne, elle permet de :

- centraliser des informations sur le territoire pour une meilleure connaissance (Connaissance patrimoine, occupation du sol, servitudes, visualisation rapide et simple des données, croisement de données, amélioration de l'instruction des autorisations de construire, etc.) ;
- interroger les données d'un territoire pour mieux le comprendre, améliorer la prise de décision et la communication vers le citoyen (consultation du cadastre, du document d'urbanisme, des servitudes, des zones urbaines et d'activités, localisation des équipements et services publics, etc.) ;
- respecter les dispositions de la directive Européenne Inspire en matière d'environnement (mise en ligne des documents numérisés pour tous les usagers et échanges de données avec les autres autorités publiques).

b/La standardisation des données :

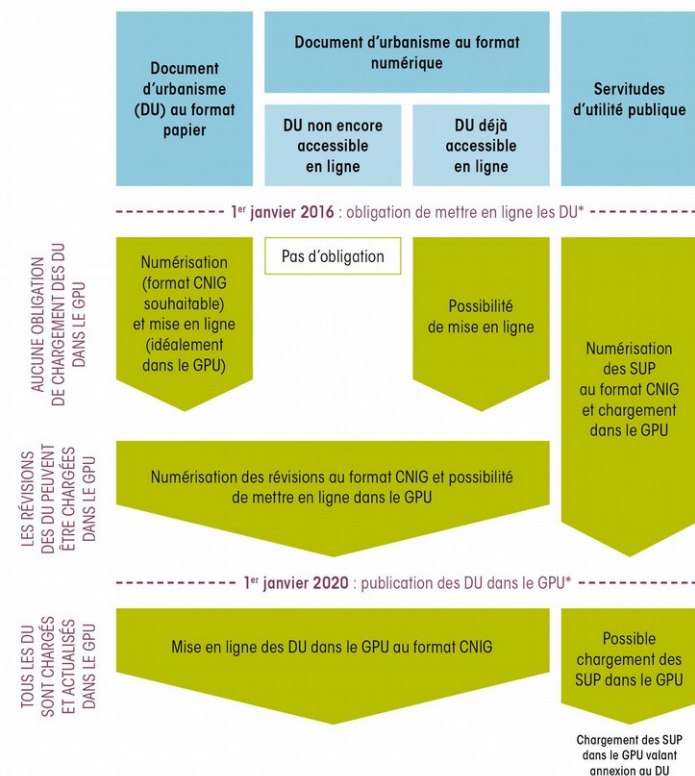
Les échanges de données ne peuvent se faire qu'en respectant un certain nombre de règles permettant de structurer et homogénéiser les données géographiques.

Pour les documents texte, les formats informatiques de restitution suivants sont privilégiés : PDF, Word, OpenOffice.

Les fichiers graphiques devront être structurés en une base de données géographiques exploitables par un outil SIG et interopérable. À cette fin, l'ensemble des fichiers (texte et graphique) sera conforme au « standard de données PLU » validé par conseil national de l'information géographique (CNIG).

Les modèles de format de numérisation des plan locaux d'urbanisme et des cartes communales sont téléchargeables sur le site du CNIG : http://cnig.gouv.fr/?page_id=2732.

pour y déposer leurs documents d'urbanisme pourront ainsi bénéficier des facilités de mise en ligne offertes par le GPU. Pour les autres, celles qui ont déjà mis leurs documents d'urbanisme à disposition des citoyens via des infrastructures de données géographiques locales, le GPU sera en capacité de collecter l'ensemble des informations dans la mesure où le format CNIG est respecté.



* Obligations légales prévues par l'ordonnance du 19 décembre 2013 (la mise en ligne pouvant s'effectuer sur le site de la municipalité, etc.)

Numériser les documents d'urbanisme

Un atout au service des collectivités

Efficace, économique, démocratique... la numérisation des documents d'urbanisme est un atout pour les citoyens et les acteurs publics. La numérisation c'est :

- plus de démocratie locale : en numérisant, il est désormais possible de diffuser sur internet les informations sur les documents d'urbanisme et les règles d'urbanisme attachées à chaque parcelle, permettant à chacun de s'informer notamment sur les droits à construire. Finies les contraintes d'horaires d'ouverture, l'éloignement, etc.

- plus d'efficacité avec un outil moderne : en numérisant, les services d'urbanisme et d'aménagement des collectivités locales vont travailler directement sur des documents dématérialisés, ce qui leur permettra de croiser les analyses et de faire des mises à jour facilement ;

- plus d'économies : en numérisant, on permet aux élus, aux professionnels

et aux divers acteurs de l'aménagement du territoire d'accéder facilement et gratuitement à l'information sur les règles d'urbanisme.

NUMÉRISER,

c'est aussi respecter les dispositions de la directive européenne Inspire qui vise la mise à disposition d'informations géolocalisées auprès du citoyen sur les thématiques du développement durable (ex. les plans locaux d'urbanisme).

LA NUMÉRISATION : UN LEVIER DE GAINS ÉCONOMIQUES

Les évolutions réglementaires permettent désormais la transmission des documents d'urbanisme aux autorités compétentes.

...



et ce tout au long de la procédure, dans un format dématérialisé.

La numérisation va donc permettre aux collectivités d'économiser les frais de reprographie de chaque procédure d'élaboration des documents d'urbanisme (transmission aux personnes associées, etc.).

MOINS CHER ET MODIFIABLE

La numérisation d'un document d'urbanisme est estimée à 500 € en moyenne contre une centaine d'euros pour un seul exemplaire papier. Un prix à multiplier par le nombre d'exemplaires nécessaires. Les modifications représentent un coût marginal sur un document numérisé : les corrections, tout au long de la procédure d'élaboration ou lors des révisions, se font à moindre coût.

UN STANDARD DE NUMÉRISATION DÉJÀ DÉFINI

Les échanges d'informations (automatiques ou non) entre les plates-formes recueillant les documents d'urbanisme sont trop souvent entravés par l'utilisation de standards de numérisation différents. Institué par la directive Inspire, le Conseil national de l'information géographique (CNIG), au sein duquel les collectivités sont représentées (AMF, ADF, ACUF, etc.), a la charge d'assurer l'interopérabilité entre bases de données et de faciliter l'utilisation et la réutilisation de l'information géographique.

Afin d'assurer la cohérence de l'information produite sur l'ensemble du territoire et de favoriser les interfaces, le CNIG produit un standard de numérisation qui s'accompagne de métadonnées à compléter. C'est cette standardisation que les collectivités territoriales doivent adopter à partir du 1^{er} janvier 2016 lorsqu'elles modifieront leurs documents d'urbanisme.

Toutes les informations sur le standard de numérisation des documents d'urbanisme et de production des métadonnées sont accessibles sur le site www.cnig.gouv.fr

CALENDRIER DE LA NUMÉRISATION ET DIFFUSION DES DOCUMENTS D'URBANISME

Dans les prochaines années, les collectivités locales ont plusieurs échéances :

- au 1^{er} janvier 2016 : les collectivités doivent rendre leurs documents d'urbanisme accessibles en ligne (sur leur site propre, sur le Géoportail de l'urbanisme, etc.) ;

- entre le 1^{er} janvier 2016 et le 1^{er} janvier 2020, lorsque les collectivités effectuent une révision d'un document d'urbanisme, elles doivent le numériser au format CNIG ;
- à partir du 1^{er} janvier 2020, les collectivités doivent publier leurs documents d'urbanisme dans le Géoportail de l'urbanisme afin de les rendre exécutoires.

DES OUTILS POUR PRÉPARER LES ÉCHÉANCES

Pour préparer ces échéances, les collectivités sont invitées à porter une attention toute particulière à la passation des marchés avec leurs prestataires intervenant dans l'élaboration des documents d'urbanisme (agence d'urbanisme, bureau d'étude, etc.) afin qu'ils

structurent les documents numérisés en respectant le standard CNIG. À cette fin, les collectivités locales peuvent se rapprocher de leurs correspondants habituels en DDT.

À retenir

- La numérisation des documents d'urbanisme c'est plus facile à utiliser et moins cher à réaliser.
- La numérisation doit respecter le standard CNIG.
- La première échéance c'est le 1^{er} janvier 2016.

UN OUTIL POUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION NUMÉRIQUE : LE GÉOPORTAIL DE L'URBANISME

En reprenant les principes de la directive Inspire, l'ordonnance n° 2013-1184 du 19 décembre 2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique vise à mettre en place un Géoportail de l'urbanisme (GPU).

Le Géoportail est le fruit d'un partenariat entre le ministère du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité et l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN). À terme, il offrira un panorama complet des informations urbanistiques utiles aux citoyens comme aux professionnels, aux administrations comme aux particuliers.

UN GÉOPORTAIL OFFRANT AUX CITOYENS DE MULTIPLES FONCTIONNALITÉS

Le Géoportail de l'urbanisme permettra notamment à chaque citoyen de :

UN ACCÈS CENTRALISÉ, PERMANENT, RAPIDE ET AISÉ		
AUX INFORMATIONS URBANISTIQUES	SOUS UNE FORME DÉMATÉRIALISÉE	EXHAUSTIVE POUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE FRANÇAIS
• Des documents d'urbanisme : plu(i), pos, cc, scot, et à terme psmv • Des servitudes d'utilité publique	• Texte et géoréférence standardisée • Directement exploitable	• À terme, à partir de 2020, l'ensemble des informations urbanistiques du territoire seront accessibles depuis le GPU

- localiser son terrain ;
- faire apparaître et interroger le zonage qui s'y applique ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent ;
- consulter et imprimer tout ou partie des documents d'urbanisme (données géographiques et règlements de la commune) ;
- télécharger les données géographiques (zonages...) et littérales (règlements au format pdf) ;
- afficher en superposition des couches d'information (sélection des servitudes d'utilité publique, fond cadastral, photo aérienne...) ;
- créer et diffuser sa propre carte (sélection des SUP à représenter, outils de dessin...).

LE GPU : UN OUTIL D'INFORMATION POUR TOUTES LES COMMUNES

En assurant la mise à disposition des documents d'urbanisme pour tous les citoyens, le GPU pallie les disparités en termes d'égalité des territoires. Les collectivités ne disposant pas de sites internet



C - AUTRES RISQUES : sites et sols pollués

L'article 173 de la loi ALUR a introduit de nouvelles dispositions sur la pollution des sols dans le code de l'environnement qui visent à :

- **améliorer l'information sur la pollution des sols**, leur prise en compte dans les documents d'urbanisme afin d'assurer une meilleure prise en compte de la pollution dans les projets d'urbanisme ;
- **encadrer les constructions sur les terrains présentant une pollution des sols** avérée en imposant qu'une attestation soit jointe au permis de construire ou d'aménager garantissant la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement au regard de l'usage prévu.

Annexée aux documents d'urbanisme, la **liste des « Secteurs d'Information sur les Sols » (SIS)** comprend les terrains où la **connaissance de la pollution des sols** justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.

C'est bien là l'ambition de l'article L.125-6 du code de l'environnement, qui favorise une plus large diffusion de l'information sur le risque de pollution des sols, en particulier vis-à-vis des pétitionnaires d'autorisation d'urbanisme.

Il modifie notamment l'article L.125-6 du code de l'environnement relatif à la publication de l'information sur la pollution des sols par l'État et à l'encadrement des constructions sur des sites pollués.

a/ L'action publique face aux pollutions des sols

Consciente de cette problématique, la France s'est attachée, dès le début des années 1990, à cerner l'ampleur des enjeux par la mise en place de plusieurs inventaires qui ont donné plus particulièrement naissance à : BASIAS (inventaire historique des sites industriels et activités de service) et à BASOL (base des sites pollués ou potentiellement pollués qui appellent une action de l'administration). Ces deux bases de données, régulièrement mis à jour, constituent aujourd'hui des outils précieux de gestion des sols pollués et d'aménagement du territoire.

B/ Une nouvelle étape de la politique nationale de gestion des sites et sols pollués : l'intégration des sols pollués dans une politique de recyclage durable du foncier

La loi ALUR a introduit de nouvelles dispositions dans le code de l'environnement qui viennent compléter et préciser le droit des sites et sols pollués, afin de faciliter et d'accélérer la dynamique de réutilisation de ces espaces.

Les dispositions introduites par cette loi permettent à un tiers, tel qu'un aménageur par exemple, qui en fait la demande de remplir l'obligation du code de l'environnement de remise en état portée par le dernier exploitant d'une ICPE. Ces nouvelles modalités permettent d'accélérer et de simplifier les procédures préalables à la construction et à la revalorisation des sites pollués. Elle renforce l'attractivité de ces espaces déjà artificialisés par rapport aux espaces agricoles ou naturels.

Les dispositions de la loi ALUR permettent également d'améliorer l'information du public et des acteurs concernés sur les sites et sols pollués par la création de SIS, de faciliter et mieux encadrer la reconversion des friches industrielles en imposant notamment en cas de changement d'usage une étude des sols par un prestataire certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent et de clarifier les responsabilités des différents acteurs en précisant l'autorité de police en fonction des différents cas. Les SIS regrouperont les terrains sur lesquels l'État a connaissance de l'existence d'une pollution. Les locataires ou les acquéreurs pourront prendre connaissance de l'état de pollution des sols suite à l'intégration des SIS dans les documents d'urbanisme. Par ailleurs, le public sera largement informé de la création de ces secteurs, notamment via leur mise en ligne sur le site

www.georisques.gouv.fr.

C/ Les bases de données sur les sols pollués ou potentiellement pollués

Les bases BASIAS et BASOL sont accessibles gratuitement sur Internet. Pourtant, leurs informations ne sont pas systématiquement prises en compte par les maîtres d'ouvrages. La méconnaissance de ces bases de données, ainsi que leur difficulté d'usage, sont un premier facteur d'explication de cette sous-utilisation. Ces données ne figurent pas systématiquement dans les documents d'urbanisme, lesquels constituent la principale source d'information pour les maîtres d'ouvrage. De plus, l'information n'est pas toujours cartographiée et les zones cartographiées ne sont pas délimitées à l'échelle de la parcelle cadastrale, échelle de référence en urbanisme. L'hétérogénéité des données présentes au sein de ces bases, dont les objectifs diffèrent eux aussi, constitue un second facteur d'explication à leur sous-utilisation.

Les bases BASIAS et BASOL sont accessibles gratuitement sur Internet. Pourtant, leurs informations ne sont pas systématiquement prises en compte par les maîtres d'ouvrages. La méconnaissance de ces bases de données, ainsi que leur difficulté d'usage, sont un premier facteur d'explication de cette sous-utilisation. Ces données ne figurent pas systématiquement dans les documents d'urbanisme, lesquels constituent la principale source d'information pour les maîtres d'ouvrage. De plus, l'information n'est pas toujours cartographiée et les zones cartographiées ne sont pas délimitées à l'échelle de la parcelle cadastrale, échelle de référence en urbanisme. L'hétérogénéité des données présentes au sein de ces bases, dont les objectifs diffèrent eux aussi, constitue un second facteur d'explication à leur sous-utilisation.

D/ Pérenniser la mémoire des pollutions :

La conservation de la mémoire d'un site pollué ou susceptible de l'être et l'information des opérateurs et aménageurs sont nécessaires pour éviter qu'un site, actuellement sans impact, ne le devienne par suite de travaux ou de nouveaux usages inappropriés.

L'un des principaux objectifs de l'article L.125-6 du code de l'environnement est de diffuser les informations dont l'État dispose concernant la pollution des sols, que ce soit vis-à-vis des collectivités, des propriétaires, des acquéreurs ou encore des pétitionnaires d'autorisation d'urbanisme.

E/ Intégrer l'information sur la pollution des sols dans les différentes pièces des documents d'urbanisme :

La loi ALUR incite à la prise en compte du risque de pollution des sols dans les documents d'urbanisme : SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale), PLU (Plan Local d'Urbanisme) et carte communale. Ainsi, en vertu de l'article L.121-1 du code de l'urbanisme, modifié par l'article 132 de la loi ALUR, les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable, la prévention des pollutions et des nuisances de toute nature.

Outre l'intégration de la liste des SIS et de la CASIAS (carte des sites BASIAS) qui s'inscrivent à la suite de l'article 132 de la loi ALUR dans les annexes obligatoires du PLU, une information élargie sur la pollution des sols dans les différentes pièces constitutives du PLU et du SCOT pourra contribuer à la formation d'une culture commune du risque de pollution des sols, qui soit partagée par les collectivités, les opérateurs et les habitants

Le rapport de présentation du PLU(i) et du SCOT

Le rapport de présentation expose le contexte territorial et les orientations générales retenues par la collectivité, l'EPCI, ou le syndicat mixte de SCOT.

Il constitue une occasion de présenter les fondements de la politique nationale de gestion du risque de pollution des sols :

- Conservation de la mémoire du risque de pollution des sols (notamment grâce à BASIAS, à BASOL et aux SIS) ;
- Principe de gestion du risque en fonction de l'usage ;
- Responsabilisation des pétitionnaires d'autorisations d'urbanisme.

Il s'agit de communiquer de façon simple à l'attention du plus grand nombre quant aux enjeux et obligations réglementaires liés à la prise en compte du risque de pollution des sols en amont des projets d'aménagement.

Le rapport de présentation peut également donner lieu à l'exposé des risques de pollution des sols propres à l'histoire de la collectivité (par exemple : remblais pollués, pollution industrielle, etc.).

L'état initial de l'environnement

Un état des lieux des risques de pollution des sols peut être inséré dans l'état initial de l'environnement.

La CASIAS prévue par l'article L.125-6 du code de l'environnement peut, à juste titre, être présentée dans l'état initial de l'environnement. Ainsi, même si cela n'est pas spécifié par l'article L.125-6 du code de l'environnement, il est recommandé d'indiquer la référence à la CASIAS dans le document d'urbanisme, soit en annexe, soit dans le rapport de présentation.

D'autres cartographies produites par la collectivité peuvent également être présentées comme les IHU.

Le plan d'aménagement et de développement durable (PADD)

Le plan d'aménagement et de développement durable (PADD) expose le projet d'aménagement de la commune ou de l'intercommunalité.

L'orientation de favoriser le renouvellement de la ville sur elle-même peut être exposée dans le PADD, de même que l'objectif de favoriser la reconversion de terrains d'anciennes activités industrielles potentiellement pollués.

Le cas échéant, le PADD peut également rappeler les orientations du SCOT relatives au renouvellement des terrains présentant des sols pollués.

Rappelons que la localisation d'un terrain au sein d'un SIS ne diminue pas sa constructibilité et ne constitue pas en elle-même une contrainte par rapport aux usages possibles. La réalisation d'une étude de sol (i.e. d'un diagnostic de la pollution des sols) sur les terrains concernés par un SIS doit au contraire concourir à une meilleure anticipation des problèmes liés à la pollution des sols, en garantissant la prise en compte par le pétitionnaire du risque de pollution en amont du projet et de son usage projeté.

L'annexion des listes des SIS dans le document d'urbanisme :

Une fois arrêtée par le préfet, la liste des SIS doit être annexée par les collectivités à leur document d'urbanisme.

Les modalités d'annexion :

La liste de SIS est une annexe obligatoire du document d'urbanisme (PLU, PLUi, POS ou carte communale). Les SIS sont indiqués sur un ou plusieurs documents graphiques.

Les SIS peuvent être annexés au document d'urbanisme grâce à une procédure de mise à jour.

En tant qu'annexe, la liste de SIS n'est pas opposable au titre du règlement du document d'urbanisme, mais elle l'est au titre de l'article L.125-6 du code de l'environnement. Elle a une portée informative quant aux obligations de prise en compte du risque de pollution des sols par les pétitionnaires d'autorisations d'urbanisme.

Les articles R.123-13 et R.123-14 du code de l'urbanisme définissent la liste des annexes obligatoires du PLU. Il peut s'agir d'annexes visant à préciser graphiquement le règlement du PLU ou à appliquer certains articles du code de l'urbanisme ou de l'environnement.

La liste de SIS ne constitue pas une servitude d'utilité publique et, à ce titre, n'a pas vocation à être intégrée dans l'annexe des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol (article L.125-1 du code de l'urbanisme).

On préconise donc d'intégrer la liste de SIS dans le PLU en tant qu'annexe spécifique. En parallèle, il est recommandé d'explicitier l'intérêt et l'impact des SIS dans le rapport de présentation du PLU. En présentation de l'annexe de la liste de SIS, il convient de faire référence à l'article L.125-7 du code de l'environnement.

L'annexe de la liste de SIS comporte les pièces transmises par l'État, à savoir, pour chacun des SIS.

- Une note de présentation indiquant les éléments relatifs à la pollution des sols compte-tenu des informations détenues par l'État ;
- Un ou plusieurs documents graphiques à l'échelle cadastrale délimitant les secteurs d'information sur les sols²¹.

Les délais à respecter par la collectivité pour l'intégration de la liste des SIS dans son document d'urbanisme :

À compter du porter à connaissance fait par le service environnement de la Préfecture, le maire ou président d'EPCI dispose d'un délai de trois mois pour annexer la liste des SIS au document d'urbanisme.

Afin de pouvoir anticiper au mieux l'annexion de la liste de SIS aux documents d'urbanisme, il est recommandé que la collectivité informe de façon régulière le préfet de son calendrier prévisionnel de révision de PLU.

De façon réciproque, lorsqu'il reçoit la décision d'une commune ou EPCI d'élaborer ou de réviser un PLU ou PLUi, le préfet est tenu de porter à connaissance du maire ou de l'EPCI les dispositions particulières applicables au territoire concerné, notamment en matière de prévention des risques (article R.121-1 du code de l'urbanisme).

FIGURE 2 - DESTINATIONS ET MODALITES D'INFORMATIONS DES LISTES DE SIS ET DES SIS

Personnes informées	Modalités d'information	Textes de référence du code de l'environnement
Communes et EPCI compétent en matière d'urbanisme sur le territoire desquels sont localisés des SIS	<u>Porter à connaissance de l'État</u> Publication d'une liste des SIS par l'État.	Articles L.125-6, R.125-42 et R.125-43
Public	<u>Annexion aux documents d'urbanisme</u> L'annexion de la liste des SIS aux documents d'urbanisme (PLU, POS ou carte communale) permet d'informer le public de la localisation des terrains pollués connus par l'État.	Articles L.125-6 et R.125-41 à R.125-49
Propriétaires et locataires	<u>Porter à connaissance</u> L'arrêté de création de la liste des SIS est notifié par le préfet aux propriétaires des terrains concernés.	Article L.125-6 et R.125-46
	<u>Par l'intermédiaire d'un contrat de vente ou de location</u> Lorsqu'un terrain situé en SIS fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'État, en application de l'article L.125-6. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.	Article L.125-7
	<u>A travers le certificat d'urbanisme d'information</u> Le certificat d'urbanisme prévu par l'article L.410-1 du code de l'urbanisme indique si le terrain est situé sur l'emprise d'un SIS.	
Pétitionnaires d'autorisation d'urbanisme	<u>A travers le certificat d'urbanisme opérationnel</u> Le certificat d'urbanisme prévu par l'article L.410-1 du code de l'urbanisme indique si le terrain est situé sur l'emprise d'un SIS.	Article L.125-6

FIGURE 3 - CYCLE DE VIE DE LA LISTE DE SIS

Étape	Délais associé ou dates clefs
Élaboration du projet de création de liste de SIS	
Consultation des maires des communes sur le territoire desquelles sont situés les projets de SIS et des présidents des EPCI compétents en matière d'urbanisme	Six mois
Information des propriétaires et participation du public	Selon les délais associés à l'article L.120-1 du code de l'environnement
Arrêt de la liste de SIS par le préfet	Avant le 1^{er} janvier 2019
Publication au recueil des actes administratifs du département	Mensuellement
Porté à connaissance des SIS	
Report dans un système d'information géographique	
Annexion de la liste de SIS dans les documents d'urbanisme	Trois mois
Affichage des SIS dans chaque mairie et au siège de chaque établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale	Pendant 1 mois
Obligation d'information acquéreur locataire	À compter du premier jour du quatrième mois suivant la publication au recueil des actes administratifs dans le département
Révision par le préfet de la liste de SIS (par l'ajout, la modification ou la suppression de SIS)	Annuellement
Consultation des maires des communes sur le territoire desquelles sont situés les projets de SIS et des présidents des EPCI compétents en matière d'urbanisme	Deux mois
Arrêt par le préfet de la liste de SIS révisée	

POUR VOTRE TERRITOIRE :

Le service environnement de la Préfecture a envoyé à l'ensemble des communes concernées par un secteur d'information sur les sites et sols pollués un courrier en janvier 2019 avec un arrêté identifiant le site concerné.

Cet arrêté a été affiché dans chaque commune pour une durée de un mois.

Liste des communes concernées sur le périmètre de la communauté d'agglomération de l'ouest Vosgien :

EPCI	Sites	n° SIS	n° AP
Communauté de communes de l'Ouest Vosgien	Fouchot Ressa Industrie à Liffol-le-Grand	88SIS04297	24/2019/ENV
Communauté de communes de l'Ouest Vosgien	Fouchot Nouvelle Industrie à Liffol-le-Grand	88SIS04300	25/2019/ENV
Communauté de communes de l'Ouest Vosgien	Ancienne usine à gaz de NEUFCHATEAU	88SIS04303	28/2019/ENV

La liste des secteurs concernés dans les Vosges figure ci-dessus ainsi qu'un lien vers le site des services de l'État dans les Vosges où sont disponibles ces arrêtés par communes et par ordre alphabétique.

Vue sur la page du site des services de l'État dans les Vosges pour accès aux arrêtés pris par ordre alphabétique de communes.

Accueil > Politiques publiques > Informations des acquéreurs et locataires (IAL) > Secteur d'Information sur les Sols (SIS)

Informations des acquéreurs et locataires (IAL)

Dossier Départemental des Risques Majeurs (D.D.R.M.)

Secteur d'Information sur les Sols (SIS)

Liste des communes couvertes par un (PPR) ou classées en zone sismique, radon ou SIS

Mise à jour le 11/02/2019

Arrêtés préfectoraux portant création de Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans le département des Vosges.

A lire dans cette rubrique

- ▶ Arrêté 10/2019 ENV du 21/01/2019 portant création d'un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) sur le site Coveright Surfaces France SNC à Arches
- ▶ Arrêté 11/2019 ENV du 21/01/2019 portant création d'un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) sur le site Vosges Injection bois à Arches
- ▶ Arrêté 12/2019 ENV du 21/01/2019 portant création d'un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) sur le site Société Lorraine de céramique à Beauménil
- ▶ Arrêté 13/2019 ENV du 21/01/2019 portant création d'un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) sur le site Faurecia sièges d'automobiles à Celles...
- ▶ Arrêté 14/2019 ENV du 21/01/2019 portant création d'un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) sur le site International Décor à Celles-sur-Plaine
- ▶ Arrêté 15/2019 ENV du 21/01/2019 portant création d'un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) sur le site SISOV Contrexéville à Contrexéville
- ▶ Arrêté 16/2019 ENV du 21/01/2019 portant création d'un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) sur le site Cartonnerie Jacquemin à Docelles
- ▶ Arrêté 17/2019 ENV du 21/01/2019 portant création d'un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) sur le site Ancienne usine à gaz à Epinal
- ▶ Arrêté 18/2019 ENV du 21/01/2019 portant création d'un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) sur le site Charpentes Houot à Gérardmer
- ▶ Arrêté 19/2019 ENV du 21/01/2019 portant création d'un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) sur le site station-service Intermarché à Gérardmer

« 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | Suivant | »

<http://www.vosges.gouv.fr/Politiques-publiques/Informations-des-acquereurs-et-locataires-IAL/Secteur-d-Information-sur-les-Sols-SIS>

<http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/inventaire-historique-des-sites-industriels-et-activites-de-service-basias#/>

Le guide méthodologique à l'attention des collectivités relatif aux secteurs d'information sur les sols (SIS) et à la carte des anciens sites industriels et activités de service (CASIAS) est téléchargeable à l'adresse suivante :

http://www.georisques.gouv.fr/files/photos-diverses/14-052018/20180420_GuideCollectivites_v2_vf.pdf

